

III

La droitisation de l'opinion

Les élections législatives ont vu se développer un curieux phénomène de « méthode Coué » au sein de la NUPES. L'argument développé par Jean-Luc Mélenchon, qui avait, il est vrai, raté de peu la qualification pour le second tour de l'élection présidentielle pour la seconde fois depuis 2017, consistait à dire que l'élection présidentielle n'avait pas beaucoup de signification politique, étant donné le fort taux d'abstention indiquant, selon lui, que les électeurs avaient refusé le choix forcé entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Les interventions médiatiques de représentants de LFI sont allées clairement dans le sens d'une possible reconquête du pouvoir par le « groupe populaire » lors des législatives. Dès le lendemain du second tour de l'élection présidentielle, Mathilde Panot, présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale, déclara : « Oui, les choses peuvent se régler lors de ce troisième tour des législatives où nous pouvons encore avoir un Premier

ministre qui serait Jean-Luc Mélenchon¹. » L'idée s'est donc diffusée qu'une majorité d'électeurs était de gauche et que l'opposition au macronisme allait se structurer autour de LFI ou de la NUPES, ce qui n'a pas été le cas. La thèse de la gauchisation de la société française a pu également se développer à partir de travaux universitaires² qui mettent en avant la faiblesse du militantisme, dont le déclin est avéré, et l'incapacité des partis de gauche à convaincre les électeurs que leur demande d'égalité et de services publics ne pouvait être que de gauche. Mais 2022 n'est pas une réplique de 1981, et si Emmanuel Macron peut être rapproché de Valéry Giscard d'Estaing, Jean-Luc Mélenchon ne peut l'être de François Mitterrand. Les dynamiques électorales ont bien changé depuis l'époque où l'on pouvait résumer la situation née des législatives de 1978 en disant : « France de gauche, vote à droite³. » On l'a vu, c'est une erreur de ne déceler dans le vote RN qu'un vote raciste et xénophobe, comme on le faisait du temps du FN, alors que le succès du parti, même relatif, de 2022 révèle précisément qu'il a été capable d'attirer des électeurs nouveaux fort mécontents de leur situation sociale. L'analyse montre au contraire que les idées de droite, et tout particulièrement en matière d'immigration ou de sécurité, ont gagné beaucoup de terrain en quelques années, ce qui n'est nullement contradictoire avec des représentations beaucoup plus tolérantes de l'homosexualité ou des nouvelles méthodes de

1. Intervention sur RTL, 25 avril 2022 (www.youtube.com/watch?v=u8VtF4xA90E).

2. Rémi Lefebvre, *Faut-il désespérer de la gauche ?*, Paris, Textuel, 2022.

3. Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Jacques Capdevielle, Élisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg, Étienne Schweisguth et Colette Ysmal, *France de gauche, vote à droite*, Paris, Presses de Sciences Po, 1981.

procréation. C'est bien cette dynamique générale de droitisation qui porte le RN et qu'il faut comprendre.

Une tendance du long terme

La question de la droitisation ou de la gauchisation des électeurs est toujours une affaire complexe à démêler car ce positionnement politique peut s'opérer de deux manières qui sont toutes deux nécessaires pour comprendre l'évolution de la vie politique. On peut, tout d'abord, partir de l'autopositionnement des enquêtés sur une échelle gauche-droite qui va de 0 à 10, mais la question demeure de savoir comment interpréter ce que veulent dire les enquêtés qui se positionnent à 5 ou entre 4 et 6 : expriment-ils une incertitude, un centrisme avéré ou une volonté de montrer qu'ils n'appartiennent à aucun univers idéologique particulier ? La seconde méthode est de leur demander s'ils se considèrent comme « très à gauche », « à gauche », etc. Dans ce cas, la réponse est sans doute plus précise mais elle n'indique pas ce que chacun met derrière les termes de « gauche » ou de « droite ». Il faut donc compléter cette première étude par des questions relatives à leurs univers de valeurs.

Si l'on examine l'autopositionnement explicite des enquêtés de 2009 à 2021, on voit se produire deux phénomènes. Le premier, c'est effectivement une dynamique de droitisation relative, la proportion de ceux se considérant comme « à droite » ou « très à droite » passant de 25 % à 29 %, alors que la proportion de ceux qui se considèrent comme « à gauche » ou « très à gauche » passe de 28 % à 22 %. Le second phénomène,

à partir de 2016, c'est l'explosion de la part de ceux qui ne savent pas se positionner, se disent ni de gauche ni de droite ou, dans une moindre mesure, « et de gauche et de droite ». Entre 2015 et 2016, cette proportion passe ainsi de 29 % à 39 % pour rester ensuite à ce niveau, même si elle baisse en 2021 à 36 %. Au vu de ces résultats, la droitisation moyenne semble peu marquée mais on ne mesure ici qu'une droite explicite, qui s'affirme comme telle. Une autre lecture de ces chiffres pousse à penser que l'on se trouve face à une droitisation implicite qui s'exprime à la fois par une « dégauchisation » des électeurs – ils ne se positionnent plus à gauche – mais aussi par le choix d'un retrait idéologique. Se dire ni de droite ni de gauche est rarement le fait de militants, de sympathisants ou d'électeurs de gauche. Pour le dire autrement, la revendication d'être à gauche concerne un nombre de plus en plus réduit d'électeurs. Or, c'est bien dans cette affirmation que se situe l'acte politique du choix de gauche, qui n'est ni honteux ni caché comme a pu l'être pendant longtemps le vote pour le FN ou même celui pour la droite parlementaire. Afficher une appartenance à la gauche exprime historiquement une volonté de sortir du moule de la société bourgeoise et consensuelle, implique la recherche d'une rupture avec l'ordre établi et le capitalisme. Le simple fait de se positionner « ailleurs » n'est du reste pas du goût des militants de gauche authentiques qui, à l'instar de ceux de LFI, s'inscrivent au contraire dans une tradition forte de contestation, comme l'atteste en juillet 2022 l'épisode des cravates et des tenues que l'on est censé porter à l'Assemblée nationale. Le fait de rompre avec l'*hexis* corporelle du représentant politique ordinaire vient

exprimer cette recherche de la différence qui se montre et se démontre.

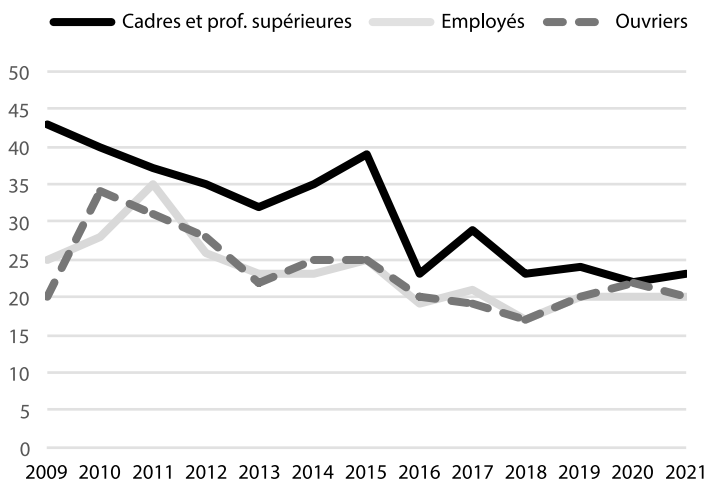
Si on peut donc réfuter le terme de « droitisation », au sens où celle-ci entraînerait une adhésion complète à l'ensemble des conceptions de la droite en matière économique ou culturelle⁴ – pour autant que l'on puisse les identifier clairement aujourd'hui car les droites se sont diversifiées –, on peut néanmoins le retenir au sens où il se traduit par une mise à distance de la gauche. Et celle-ci n'est pas seulement le fait des professions les plus modestes, ouvriers ou employés, qui forment désormais l'électorat fidèle du RN, elle concerne tout autant, si ce n'est plus, les cadres et professions supérieures. Si l'on suit le détail de l'évolution, on voit que cette rupture intervient très clairement pendant le quinquennat de François Hollande, puisque la proportion de cadres se réclamant de la gauche en 2016 n'est plus que de 23 %, soit la même qu'en 2021, alors que la part des cadres se disant de droite passe, dans le même temps, de 28 % à 34 %.

La faiblesse de la gauche n'est pas seulement numérique. Elle est également née de la désertion d'une partie des élites qui avaient fait ses beaux jours dans les années 1980, sans doute moins celles du secteur privé que des fonctionnaires lesquels, aujourd'hui, du moins pour ceux qui se situent au sommet, s'investissent moins dans les activités intellectuelles et la politique que dans le pantouflage vers le secteur privé, qu'il s'agisse de finances ou de cabinets de conseil. On tient sans doute ici l'explication de la décomposition de la

4. À ce sujet, voir l'article d'Étienne Schweisguth, « Le trompe-l'œil de la droitisation », *Revue française de science politique*, 57 (3-4), 2007, p. 393-410.

vie politique française qui a besoin d'élites pour offrir à tous des perspectives réalistes sans tomber dans l'utopie sans budget ni dans le budget sans idées.

Graphique 5 – Le positionnement à gauche des cadres, employés et ouvriers de 2009 à 2021 (%)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 1 à 13, 2009-2021.

À regarder de plus près ce que recouvre le fait pour les électeurs de penser qu'ils sont à gauche ou à droite, on voit que ceux de droite sont de plus en plus de droite en matière économique mais plus tolérants dans le domaine culturel, alors que ceux de gauche, y compris de la gauche radicale, partagent des valeurs de droite qu'ils auraient violemment rejetées il y a quinze ans, que ce soit dans le domaine économique ou dans le domaine culturel. Pour le démontrer, il suffit de comparer à dix ans de distance, entre 2012 et 2022, les

réponses que donnent les enquêtés à des questions économiques ou culturelles précises, en rapportant ces réponses à leur positionnement politique. Sur le terrain économique, on a choisi de prendre en considération le niveau de confiance que les enquêtés placent dans les grandes entreprises privées ainsi que leurs réponses sur le point de savoir s'il faut, pour lutter contre la crise économique, que l'État fasse davantage confiance et donne plus de liberté aux entreprises ou, au contraire, les contrôle plus étroitement. Sur le terrain culturel, on a retenu pour l'analyse une question sur la nécessité ou non de rétablir la peine de mort ainsi que la position des enquêtés face à la proposition selon laquelle il y aurait trop d'immigrés en France.

Le tableau 3 confirme bien un phénomène général de droitisation sur le terrain économique comme sur le terrain pénal⁵. En matière économique, on peut même être surpris du degré de confiance que les grandes entreprises privées obtiennent auprès des enquêtés « très à gauche » et « à gauche », alors même que leur politique de distribution de dividendes ou leur mépris pour l'environnement sont régulièrement dénoncés par les partis de gauche. En matière d'immigration, un enquêté sur deux de gauche considère en 2022 qu'il y a trop d'immigrés en France, et le rétablissement de la peine de mort a gagné du terrain partout, de la gauche radicale au centre, alors qu'il régresse sensiblement chez les enquêtés « très à droite ». Globalement, des différences séparent

5. D'autres enquêtes confirment largement cette conclusion. Voir, en particulier, Dominique Reynié (dir.), *Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite*, Paris, Fondapol, septembre 2022.

toujours bien la gauche de la droite mais les écarts se sont considérablement réduits. Paradoxalement, c'est surtout du côté de ceux qui se disent « très à droite » que l'on observe un mouvement de tolérance culturelle qui les rapproche sensiblement des enquêtés qui se disent seulement de droite, ce qui fournit ici encore un indice de rapprochement des droites.

Tableau 3 – Le libéralisme économique et culturel
des électeurs entre 2012 et 2022
selon leur autopositionnement politique (%)

	Très à gauche	À gauche	Au centre	À droite	Très à droite	Ni à gauche ni à droite
Confiance des enquêtés dans les grandes entreprises privées	3/37	25/43	41/58	63/60	39/52	31/46
L'État devrait faire davantage confiance aux entreprises privées pour lutter contre la crise économique	12/39	26/49	51/58	61/70	46/61	40/52
Il faut rétablir la peine de mort	12/36	17/37	22/45	49/48	87/61	46/49
Il y a trop d'immigrés en France	23/49	37/51	65/61	81/72	95/76	72/65

Note : le premier chiffre est celui de 2012, le second, celui de 2022.

Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 3 et 13, 2012 et 2022.

On peut alors rétorquer, face à ces résultats, que les électeurs du RN peuvent très bien se considérer comme étant de gauche, voire très à gauche, et que la distribution des valeurs selon une grille de référence contestée par les enquêtés eux-mêmes, qui considèrent en majorité que la droite et la gauche ne veulent plus rien dire, n'a pas une grande signification. Il faut répondre à cet argument qui entretient la confusion. Si l'on se penche sur la proximité partisane, on voit tout d'abord qu'en 2022, les enquêtés proches du RN ne s'estiment que rarement à gauche puisque 2,5 % se situent à gauche ou très à gauche, 62 % à droite ou très à droite et 25 % ni à gauche ni à droite. Quant aux électeurs du RN, qui peuvent effectivement avoir diverses origines politiques, ils se caractérisent à 15 % au premier tour comme étant très à gauche ou à gauche, alors que 37 % se positionnent très à droite ou à droite et 35 % comme étant ni de gauche ni de droite. Rien ne permet donc de penser que le brouillage des cartes politiques est tel qu'aucune lecture n'est fiable. En tout état de cause, la politique du « ni-ni » comme celle du « et-et » n'est certainement pas de gauche.

Une droitisation générale en Europe

Cette évolution de l'opinion française vers des valeurs de droite peut être illustrée encore par d'autres phénomènes, notamment par le regard critique porté sur ce qui passe pour des abus à l'encontre de l'État-providence et sur ce qui est souvent désigné par « l'assistanat ». Le Baromètre de la confiance politique nous

apprend ainsi qu'en 2021, près des trois quarts des enquêtés (73 % exactement) estiment que « beaucoup de personnes parviennent à obtenir des aides sociales auxquelles elles n'ont pas contribué » ou que la moitié d'entre eux pensent que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment ». Un tel glissement vers des représentations de droite n'est pas propre à la France. On obtient à peu près les mêmes résultats en Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni⁶ malgré des systèmes de protection sociale et une relation à l'emploi qui ne sont pas les mêmes. Le rejet de « l'assistanat », qui a longtemps caractérisé la droite, s'est étendu à gauche. Certes, on peut opérer deux lectures : soit l'on montre que les enquêtés se positionnant à droite ou très à droite sont 88 % à considérer que beaucoup d'aides sociales sont indues contre 55 % des enquêtés se positionnant à gauche, ce qui constitue un écart non négligeable, soit l'on relève que plus de la moitié des enquêtés de gauche pensent de cette façon. Il en va de même dans les autres pays avec quelques écarts, notamment en Italie où la gauche est plus sévère qu'en France (68 % estiment qu'il y a des abus) ou au Royaume-Uni où les enquêtés de gauche le sont légèrement moins (49 %). Mais on remarque également qu'il n'existe pas, à un ou deux points près, de différence dans les réponses des enquêtés à droite et très à droite dans les quatre pays.

Au-delà du choix électoral, qui reste fondamentalement conditionné par des facteurs de contexte (offre partisane, personnalité des candidats, désir de « sortir

6. Notamment grâce à la vague 12, 2021, du Baromètre de la confiance politique dont on tire ici les résultats.

les sortants », calculs stratégiques en vue du second tour, influence de la sphère familiale et des proches, situation économique et professionnelle des électeurs), force est de constater une évolution de fond des représentations partagées par les citoyens européens. Les élections européennes de 2019 ont d'ailleurs donné un poids prépondérant à l'ensemble des partis du centre et de droite, qu'il s'agisse de la droite pro-européenne ou de la droite populiste et souverainiste. Cette droitisation s'articule autour des mêmes thèmes, l'immigration, le rôle de l'entreprise, la recherche d'une autonomie accrue des individus, alors même que des enjeux communs, les crises sanitaires et environnementales qui ne sont désormais plus théoriques, appellent à davantage de solidarité mais aussi, sans doute, d'autorité gouvernementale et posent évidemment la question de savoir si on doit ou non laisser les ressources naturelles ou les services publics à la disposition de tous, y compris des non-nationaux. Le « ticket d'entrée » de l'État-providence devient une question centrale à l'heure où l'offre de services diminue et que s'allongent les délais ou les coûts d'accès au système de santé ou à la sécurité. Le réflexe nationaliste et l'idée de restreindre l'accès des étrangers au pays, y compris des touristes, que ce soit dans les communes du littoral français ou à Venise, se propagent dans les opinions pour préserver non seulement le fonctionnement de services saturés mais aussi, désormais, la qualité de la vie et de l'environnement.

Par exemple, les enquêtes des pays européens étudiés considèrent tous en majorité que l'immigration est excessive et qu'il faudrait fermer davantage les frontières aux flux migratoires. Néanmoins, les situations

nationales diffèrent car, si cette majorité est de 63 % en France, elle n'est que de 54 % en Allemagne et en Italie, pourtant bien plus exposées à la crise migratoire et à un afflux de réfugiés depuis 2015, et de 53 % au Royaume-Uni, bien que le gouvernement de Boris Johnson se soit lancé dans des politiques d'immigration plus restrictives. Ces résultats sont des données moyennes mais en les étudiant à travers le prisme de la proximité partisane, on observe que l'idée de fermer davantage les frontières aux migrants, si elle est plus affirmée à droite, est également majoritaire chez les sympathisants de gauche. Le Baromètre de la confiance politique offre trois options : fermer les frontières, laisser les choses en l'état, ouvrir davantage les frontières. La première option obtient en France 93 % de réponses positives chez les enquêtés proches du RN, 90 % lorsqu'ils sont proches de LR, mais aussi 48 % du côté de LREM et même 41 % du côté de LFI. En Allemagne, si, sans surprise, 73 % des partisans de l'AfD, le parti d'extrême droite, se disent d'accord avec cette option, 60 % des libéraux proches du FDP, 56 % des sympathisants de la libérale CDU-CSU mais aussi 47 % de ceux des Grünen, 45 % de ceux du très social-démocrate SPD et même 50 % de ceux de Der Linke, ancré dans la gauche radicale, le sont également. On observe la même chose en Italie et au Royaume-Uni. Dans le premier pays, cette proportion atteint 85 % chez les partisans du parti postfasciste Fratelli d'Italia, 80 % chez ceux de la Lega, 72 % chez ceux de Forza Italia mais encore 53 % chez ceux du parti centriste Italia Viva créée par Matteo Renzi en 2019 et 46 % dans le Mouvement 5 étoiles pour ne descendre seulement à 29 % que chez les enquêtés proches du Partito

Democratico de centre gauche. Au Royaume-Uni, elle est à peu près de même niveau mais majoritaire aussi bien chez les sympathisants du Parti conservateur (53 %) que les libéraux-démocrates (51 %) ou ceux du Parti travailliste (50 %). On voit donc bien à ces quelques résultats que tout le spectre politique s'est droitisé sur les questions d'immigration, quels que soient les systèmes politiques, et que les données concernant la France ne constituent pas des erreurs méthodologiques. Les variations nationales permettent de mesurer l'état de santé des sociétés car la capacité de s'ouvrir à d'autres peuples est liée à celle de les intégrer dans un univers commun sans trop de difficultés, une ou deux générations au moins après la première vague migratoire. La France, qui doute d'elle-même et de sa propre société, minée par l'anomie, mais aussi l'Italie, où le niveau de confiance dans les autorités politiques est très faible, sont d'ailleurs les deux pays où les forces politiques d'extrême droite ont le plus progressé en vingt ans.

La droitisation ne s'insère pas dans des structures politiques identiques d'un pays à l'autre et elle se révèle bien plus déstabilisatrice en France que dans des pays européens à la puissance économique ou technologique similaire. La France reste un cas particulier dans cette évolution de fond car elle ne dispose pas politiquement de récits alternatifs suffisamment rassembleurs. Elle n'a jamais été libérale comme peut l'être le Royaume-Uni dont les élites ont investi le commerce international dès le XVI^e siècle plutôt que l'État⁷ et ont

7. Emmanuel Leroy-Ladurie, *L'État royal, 1460-1610*, Paris, Hachette, 1987.

accueilli très tôt l'idée d'élargir le champ des libertés et de limiter le rôle du souverain, démocratique ou pas. En France, les élites ont plutôt contribué à construire ou à renforcer cette souveraineté, monarchique ou républicaine, qui s'est déclinée du centre vers la périphérie, des autorités nationales vers les autorités locales, lesquelles étaient appelées à garantir la cohésion étatique par un jeu subtil d'exceptions territoriales qui confirmaient la règle du pouvoir central. Les maires ont ainsi été régulièrement invités à Paris pour festoyer dans de grands banquets républicains, alors que les préfets entretenaient le pouvoir des familles de notables. La droitisation d'un pays fortement étatisé n'a donc pas les mêmes effets que la droitisation d'un pays tourné vers le large et le monde des affaires. En France, la droite libérale n'a jamais pu se déployer dans un espace politique durable et même Valéry Giscard d'Estaing a dû faire des compromis face au mouvement gaulliste et laisser l'État au centre des pouvoirs. Les ministres purement libéraux, comme Alain Madelin, n'ont pu survivre politiquement très longtemps et le libéralisme à l'anglo-saxonne ne s'est ancré qu'aux marges du système élitaire, dans les milieux intellectuels intervenant dans les pages du *Figaro*. C'est d'ailleurs ce qui pourrait éclairer l'aventure d'Éric Zemmour en 2022, qui aura tenté d'arrimer une vision historique, ou supposée telle, très identitaire de la France à un programme de fort libéralisme économique qui ne parlait qu'aux catégories supérieures, et encore dans des limites étroites. L'alliance de Maurras et du marché s'est avérée un cocktail imbuvable pour une grande majorité d'électeurs de droite, ce qu'a très bien compris Marine Le Pen en se recentrant sur une droite étatique et

sociale et en se servant d'Éric Zemmour comme d'un paratonnerre pour détourner toutes les critiques liées au passé sulfureux de l'extrême droite en France, tout en élargissant le spectre de son électorat potentiel.

Du côté de la gauche, on mesure ici l'échec du PS qui n'a pas pu faire face à cette droitisation et construire une offre sociale-démocrate pérenne à la scandinave associant le libéralisme économique à la promotion sociale mais aussi à une certaine rigueur morale, pouvant attirer les élites économiques comme les syndicats. Il a trop longtemps vécu sur le rêve de 1981 qui semble désormais appartenir à un temps où la croissance était pensée comme potentiellement infinie et considérée comme la solution à tous les problèmes. De plus, le socialisme à la française a été porté à bout de bras par quelques élites intellectuelles, des universitaires, de hauts fonctionnaires cultivés, mais ne s'est pas implanté profondément dans les imaginaires populaires de gauche, toujours hantés par des idéaux révolutionnaires de bouleversement de l'ordre social à l'issue d'une bataille politique décisive. Il a suffi du quinquennat de François Hollande pour que son substrat se décompose en social-libéralisme virant très vite au libéralisme d'État et en gauche radicalisée, laissant au PS un strapontin au sein de la NUPES.

Une lutte entre autoritarismes

Pour prendre la mesure de cette droitisation et de ses effets, il faut bien comprendre que les élections de 2022 n'ont rien de commun avec celles qui les ont précédées. La guerre en Ukraine et son impact sur les

finances des ménages mais aussi sur l'horizon désormais plus gris de la vie en Europe où l'on parle désormais partout de renforcer sensiblement les budgets militaires, la dégradation bien plus rapide que prévu des conditions climatiques qui vient menacer toute la chaîne alimentaire, la permanence des attentats islamistes et le rejet massif de l'islam qu'ils entraînent au sein de l'opinion convergent pour mettre au jour un nouvel enjeu qui vient restructurer le débat politique en France : la sauvegarde du mode de vie.

On se retrouve face à une contradiction forte entre une évolution mondialisée qui conduit à lancer des programmes publics de protection de l'environnement ou de réduction de la consommation énergétique et un espace public dominé par des valeurs de droite qui promeuvent peu ou prou la liberté des entreprises et des individus. Le RN s'en nourrit, qui entend bien exploiter la vague de la droitisation mais refuse toute décroissance, comme une majorité de Français, en s'appuyant sur l'injustice de la société française qui ferait peser cette écologie punitive sur les catégories populaires et « tous ceux qui ont besoin de leur voiture pour aller travailler ». Cependant, dans son opposition au macronisme et à la gauche, qui défendent l'idée d'une transformation inéluctable à plus ou moins court terme des modes de vie et de consommation, le RN se trouve pris lui-même dans une forte contradiction. D'un côté, son électorat, comme celui d'extrême droite plus généralement, entretient une défiance particulièrement élevée à l'égard de la science et des statistiques officielles⁸.

8. Bruno Cautrès et Luc Rouban, « La crise sanitaire au miroir de la crise sociale et politique française. Une comparaison avec l'Allemagne et le Royaume-Uni », dans Marc

Cette défiance n'est pas ponctuelle et renvoie à un univers de représentations où le doute demeure quant à la bienveillance et à l'honnêteté des autorités publiques et des élus, notamment dans la gestion des crises, et peut aller jusqu'à développer des thèses complotistes. Défiance scientifique et défiance sociopolitique vont de pair. Par exemple, la corrélation statistique est particulièrement forte entre le fait de considérer que la société est injuste et le fait de s'opposer à la vaccination contre la Covid-19⁹. La campagne électorale de l'entre-deux-tours de 2022 a d'ailleurs permis à Emmanuel Macron, qui a repris à LFI l'idée d'une planification écologique, d'accuser Marine Le Pen d'être climato-sceptique, laquelle a vivement réagi tout en adoptant une position très mitigée sur la question environnementale. En effet, c'est bien en prenant la défense d'un mode de vie menacé dans ses aspects culturels, économiques, par la perte de pouvoir d'achat, ou bien encore sociétaux, avec la remise en cause d'un style de vie consumériste, que le RN se positionne face au macronisme, développant d'ailleurs, dans cette perspective, le thème du « localisme ». Cependant, d'un autre côté, pour s'opposer à cette transformation, qui d'incitative va devenir de plus en plus coercitive, le RN met en avant l'argument scientifique et technologique qui devrait, selon lui, permettre de préserver les modes de vie. Lorsqu'Emmanuel Macron, après un été d'incendies de forêts ravageurs, déclare en ouverture du conseil des

Lazar, Guillaume Platin et Xavier Ragot (dir.), *Le Monde d'aujourd'hui. Les sciences sociales au temps de la Covid*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 207-222.

9. Bruno Cautrès et Virginie Tournay, « Les déterminants politiques de la rationalité vaccinale : analyse d'une passion française (II) », CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 12 bis, note de recherche, septembre 2021 (www.sciencespo/cevipoef/fr).

ministres d'août 2022 que « l'abondance est finie¹⁰ », les responsables du RN rétorquent : « Nous croyons à l'innovation technologique pour sauver notre mode de vie¹¹. » À ce titre, il faut regarder les réponses apportées à une question¹² portant sur l'environnement et comportant deux propositions : « Grâce aux innovations techniques et scientifiques, on pourra continuer à développer notre économie tout en préservant l'environnement pour les générations futures » et « Même avec des innovations techniques et scientifiques, on sera obligé de stopper la croissance économique si on veut préserver l'environnement pour les générations futures ». En moyenne, cette dernière option réunit 45 % des enquêtés. Ce choix correspond aux engagements écologistes de ceux qui ont voté pour Jean-Luc Mélenchon (56 %) et surtout pour Yannick Jadot (65 %). Mais l'électorat RN reste très partagé entre la peur du changement et la relativisation de la dégradation écologique, puisque 53 % de celui-ci pense que l'innovation technologique permettra de sauver la mise, alors que 47 % pense le contraire.

Les illusions de la fracture générationnelle

Les résultats de l'élection présidentielle de 2022 ont fait l'objet d'un récit intellectuel et médiatique qui les enferme dans l'opposition entre deux blocs, l'un représenté par Emmanuel Macron et Ensemble !, qui viendrait défendre et illustrer la démocratie représentative

10. *Le Monde*, 24 août 2022.

11. Thomas Ménagé, député RN, « Le grand entretien », France Inter, 26 août 2022.

12. Enquête postélectorale CECOP-CEVIPOF-Fondapol, 2022, déjà citée.

comme la confiance dans les institutions, et l'autre incarné par LFI et Jean-Luc Mélenchon, qui serait l'émanation d'un vote protestataire et d'une volonté de renouveau de la démocratie. Cette opposition serait l'effet mécanique d'une fracture générationnelle qui mettrait face à face des jeunes peu fortunés et soucieux de l'avenir, et des vieux dotés de patrimoines importants et soucieux de préserver le système sociopolitique en l'état, et viendrait renforcer un conflit de classe s'alimentant tout autant à des ressources économiques qu'à des registres culturels différents¹³. Les jeunes générations, marquées par la crise environnementale et l'héritage qu'elles doivent aux « boomers » nés entre 1946 et la moitié des années 1960, seraient orientées vers l'écologie mais également le rejet de principe du « système », et donc soit l'abstention, soit le vote en faveur de la gauche radicale, quand les seniors seraient prisonniers d'une citoyenneté à l'ancienne où le vote est un devoir et une obligation morale et choisiraient en priorité Emmanuel Macron, gardien de leurs intérêts. Dans les deux cas de figure, le vote en faveur de Marine Le Pen disparaît du débat.

La question est donc double : l'appartenance à une génération marquée par les mêmes évolutions économiques et culturelles est-elle plus importante pour comprendre le vote que les caractéristiques qui définissent chaque génération comme le niveau de diplôme, la catégorie sociale, le rapport au travail, la religion, le niveau de libéralisme culturel ? Existe-t-il une mise en

13. Vincent Tiberj, « Voter ne suffit plus, renouvellement générationnel, rapport à l'élection et transformation de la participation politique », *Agora débats/jeunesses*, 86, 2020, p. 143-159.

symbiose générationnelle qui viendrait subsumer les effets de ces différentes dimensions ? L'autre question est de savoir si le vote en faveur de la candidate du RN est circonscrit à quelques générations ou bien concerne la plupart d'entre elles. Autrement dit, l'avenir est-il nécessairement de gauche étant donné la propension supposée des jeunes à s'engager de ce côté¹⁴ ? Les jeunes ont-ils été épargnés par la droitisation ? *In fine*, le vieillissement, inéluctable, ne conduit-il pas à modifier sa vision de la politique ?

Pour mener l'enquête, on peut regrouper les tranches d'âge, qui sont assez formelles, en générations supposées partager la même culture ou ayant été confrontées au même environnement social et technologique. Quels que soient les débats qu'elle peut susciter, car les frontières temporelles sont toujours imprécises et les temps sociaux relatifs, une classification a été proposée par les études sociologiques et commerciales¹⁵ qui distinguent : les « boomers », nés entre 1945 et 1964, qui ont connu dans leur jeunesse le plein-emploi et une croissance forte de l'économie ; la génération X qui réunit ceux qui sont nés entre 1965 et 1979, qui a connu les chocs pétroliers et la montée du chômage ; la génération Y ou *Millennials*, qui regroupe ceux qui sont nés entre 1980 et 1994, marquée par le développement d'internet mais également par un

14. Pour répondre à cette question on s'appuie ici sur la vague 10 de l'Enquête électorale française (CEVIPOF, Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde* et Ipsos), menée du 15 au 18 avril 2022 auprès de 12 706 enquêtés, et sur le Panel électoral français (CEVIPOF, CIDSP et CECOP), dans sa vague post-législatives, menée du 20 au 28 juin 2002 auprès de 1 417 enquêtés.

15. Par exemple, au sein d'une littérature abondante, William Strauss et Neil Howe, *Millennials Rising : The Next Great Generation*, New York, Vintage, 2000.

rapport au travail plus exigeant et une attente de règles éthiques de la part des entreprises ; la génération Z de ceux qui sont nés entre 1995 et 2000 (que l'on prolonge jusqu'en 2004 pour englober ici tous les enquêtés), caractérisée par son insertion dans le numérique, sa connectivité et sa créativité supposée telle qu'elle est vue par les études de marketing. On y ajoutera la génération de la guerre, réunissant ceux qui sont nés entre 1927 et 1944, et qui ont connu les effets directs ou indirects de la seconde guerre mondiale¹⁶.

Une première analyse confirme effectivement que la proportion d'enquêtés s'étant abstenus ou ayant voté blanc ou nul (BNA) varie de manière proportionnelle en fonction de la génération, augmentant régulièrement de la génération de la guerre à la génération Z. Elle montre aussi qu'au fil des générations, le vote en faveur d'Emmanuel Macron ou de la droite modérée¹⁷ diminue, que le vote en faveur de la gauche radicale¹⁸ augmente mais que le vote en faveur de la gauche socialiste-écologiste¹⁹ reste stable tout comme, mais dans une moindre mesure, celui en faveur de la droite radicale²⁰, qui suit une courbe en forme de cloche aplatie. En ce qui concerne ce dernier, on remarque néanmoins une cassure générationnelle entre la génération de la guerre et les générations suivantes, qui se révèlent beaucoup moins réfractaires au vote RN, ce

16. On dispose ainsi de 307 enquêtés pour la génération de la guerre, de 4 143 boomers, de 2 934 enquêtés pour la génération X, de 2 378 pour la génération Y et de 1 484 pour la génération Z.

17. Vote en faveur de Valérie Pécresse et de Jean Lassalle.

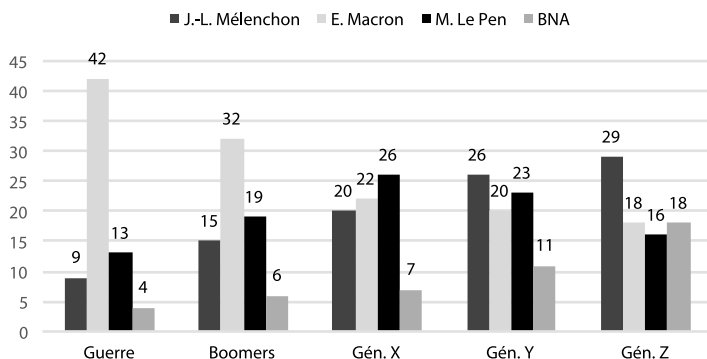
18. Vote pour Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Fabien Roussel et Jean-Luc Mélenchon.

19. Vote en faveur d'Anne Hidalgo et de Yannick Jadot.

20. Vote pour Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen et Éric Zemmour.

qui ne fait que confirmer de nombreuses études antérieures²¹. Si l'on s'arrête au vote en faveur de Marine Le Pen, on voit qu'il atteint son apex au sein de la génération X et diminue dans les générations Y et Z.

Graphique 6 – La distribution du vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 en fonction de la génération (%)



BNA : vote blanc ou nul, abstention.

Source : CEVIPOF, Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde* et Ipsos, Enquête électorale française, vague 10, 2022.

Cependant, si la fracture générationnelle constitue une explication électorale autonome, il faudrait que son effet soit le même quelle que soit la composition socio-économique des diverses générations. Or les générations sont loin d'être homogènes et l'on compare donc des ensembles d'électeurs qui n'ont certes pas le même âge mais qui n'ont pas connu les mêmes trajectoires de vie ni les mêmes expériences

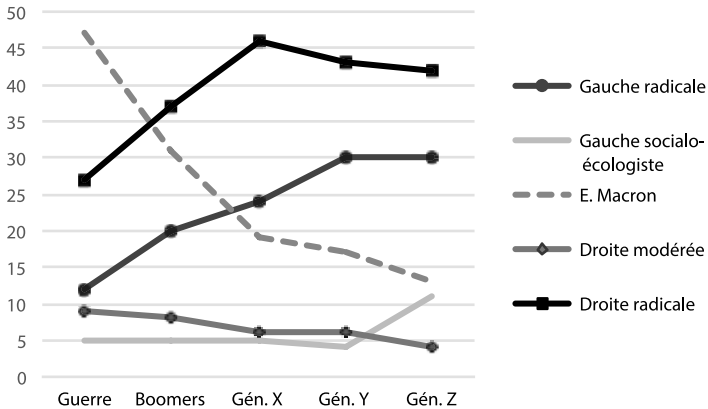
21. Voir par exemple Pascal Perrineau, *Le Symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1997 ; Nonna Mayer, *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999.

politiques, et qui ne partagent pas non plus les mêmes caractéristiques sociales. C'est d'ailleurs tout le problème des comparaisons entre générations. Leur patrimoine, en particulier, est très différent en termes de montant comme en termes de composition, la part des actifs immobiliers dépendant par exemple des périodes d'achat et des niveaux d'inflation. Les différences s'observent également si l'on mesure la part que prennent les inactifs (personnes au foyer, étudiants, malades) et les différentes catégories socioprofessionnelles dans chacune des générations. Près de la moitié de celle de la guerre appartient aux catégories supérieures contre moins du cinquième des générations X, Y et Z. Inversement, près de la moitié des plus jeunes sont des inactifs, pour la plupart des étudiants dont le rapport au monde du travail est généralement limité, surtout s'ils appartiennent aux classes moyennes et supérieures.

Il faut donc procéder à l'analyse en neutralisant les effets du statut socio-économique, lequel, du reste, n'est mesuré ici qu'à travers la situation de l'enquêté sans prendre en considération les ressources sociales ou financières de l'entourage familial. Et là, le paysage change assez sensiblement. On peut tout d'abord opérer un filtrage en fonction de la catégorie socioprofessionnelle en ne choisissant que des enquêtés actifs en emploi ou à la retraite. Au sein des catégories supérieures, on voit alors que le vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon baisse de la génération Y à Z (de 27 % à 21 %), que le vote en faveur d'Emmanuel Macron est stable (35 %), que celui en faveur de Marine Le Pen baisse un peu (12 % et 10 %) et que la part de BNA, elle, explose passant de 7 % à 20 %. Au sein des

classes moyennes, on observe les mêmes phénomènes, bien qu'à des niveaux moyens différents, à l'exception de la décroissance du vote en faveur d'Emmanuel Macron (passant de 22 % à 18 %). L'abstention, le vote blanc ou nul grimpent également en flèche d'une génération à l'autre (de 11 % à 32 %). Dans les catégories populaires, le vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon est effectivement le plus élevé dans les générations Y et Z (24 % dans les deux cas contre 15 % chez les boomers), celui en faveur d'Emmanuel Macron passe de 15 % à 11 %, mais celui de Marine Le Pen est presque au plus haut : 31 %, après avoir atteint les 34 % dans la génération X, 25 % chez les boomers et 16 % dans la génération de la guerre. La part de BNA augmente également mais beaucoup moins que dans les classes moyennes (de 12 % à 14 %). En fait, lorsqu'on neutralise, même sommairement, les effets de la condition économique et sociale, l'hypothèse d'un tropisme de gauche chez « les jeunes » ne se vérifie que chez les inactifs puisque ce n'est que là que les générations Y et Z font le plein du vote Mélenchon (36 %). La seule constante qui soit vérifiée est le recours bien plus fréquent à l'abstention et au vote blanc ou nul dans les générations les plus jeunes et cela, quel que soit le profil social. Cependant, on l'a vu, l'abstention est loin d'être le chemin de la gauche mais conduit statistiquement plus fréquemment vers le vote RN. Il reste que, dans les catégories les plus modestes, les plus jeunes votent en proportion plus fréquemment que les boomers pour Marine Le Pen ou l'ensemble des candidats de la droite radicale.

Graphique 7 – Le vote des catégories populaires actives par grands ensembles politiques au premier tour de l'élection présidentielle (% de suffrages exprimés)



Source : CEVIPOF, Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde*, Ipsos, Enquête électorale française, vague 11, 2022.

Les valeurs culturelles jouent davantage que la génération sur le vote

Au total, si l'on observe bien des fractures générationnelles tant en termes de vote que de niveau de diplôme et d'emploi occupé, de distribution des catégories socioprofessionnelles ou de valeurs, la question reste posée de savoir ce qui joue le plus sur le vote et notamment sur celui en faveur de la gauche radicale et de la droite radicale. Le fait que l'abstention soit plus présente dans les rangs des générations Y et Z modifie de manière mécanique le profil des seuls électeurs

puisque ces derniers seront alors généralement plus engagés dans les débats partisans ou plus politisés.

Néanmoins, le tropisme en faveur de la gauche radicale en général et de Jean-Luc Mélenchon en particulier peut-il s'expliquer seulement par l'appartenance à une génération ? Pour répondre à cette question, on a mené une analyse de régression sur ce vote en prenant en considération l'ensemble des dimensions que l'on a étudiées et en y ajoutant la religion de l'enquêté, mais aussi un indice de patrimoine et une échelle de revenus du foyer afin d'introduire une dimension économique. Au total, ce vote s'explique en premier lieu par les variations dans le niveau de libéralisme culturel puis dans le niveau de libéralisme économique et enfin dans la religion²². La génération d'appartenance n'a pas beaucoup de poids et les variables purement économiques n'en ont aucun. À ce titre, on note que la présence des musulmans (N = 332) est naturellement croissante dans les générations que l'on étudie, passant de 0 (dans notre échantillon) pour la génération de la guerre à 0,3 % chez les boomers, 2 % dans la génération X, 6 % dans la génération Y et 8 % dans la génération Z. Or le vote en faveur de la gauche radicale a été massif chez les musulmans au premier tour de l'élection présidentielle puisqu'il est de 75 % (dont 73 % pour le seul Jean-Luc Mélenchon) contre 15 % chez les catholiques et 35 % chez les sans religion. Mais on enregistre aussi chez eux le plus fort taux de BNA (21 %).

Si l'on regarde maintenant les facteurs décisifs dans le vote en faveur des candidats de la droite radicale au

22. Voir les analyses de régression en annexes.

premier tour, on voit à nouveau que le niveau de libéralisme culturel écrase statistiquement toutes les autres variables, la génération arrivant très loin en seconde position et avec une signification statistique plus douteuse. Ce résultat est encore confirmé si l'on fait l'analyse cette fois du vote en faveur de Marine Le Pen au second tour. Dans ce cas, le niveau de diplôme arrive en seconde position derrière le niveau de libéralisme culturel. Il paraît donc difficile de retenir la génération comme passe-partout explicatif pour l'analyse électorale, qu'il s'agisse de comprendre les élections de 2022 ou les dynamiques politiques à l'œuvre sur le long terme. Du reste, il faut prendre en considération l'autre aspect de la question, de nature diachronique, et se demander si le vieillissement n'a pas, lui aussi, un effet sur le choix électoral.

Comment les boomers et la génération X ont changé en vingt ans

En effet, il faut savoir si les générations constituent des ensembles sociopolitiques durables qui produisent de ce fait des changements historiques dans les comportements politiques. On a ainsi parlé de la génération de Mai 68 et de l'ouverture culturelle qu'elle a pu apporter, notamment dans le domaine sexuel et surtout dans l'inauguration de nouvelles mobilisations sociales, ou de la génération Mitterrand, qui a vu enfin se mettre en place l'alternance et proposer une politique de gauche dans le cadre de la V^e République. L'idée même de génération dépasse celle des tranches d'âge car elle suppose

un construit collectif, une identité historique forgée politiquement, dans les manifestations, l'engagement ou, au contraire, le désengagement militant, et socialement, dans les rapports entre les femmes et les hommes, la relation salariale et les modes de consommation. Le risque est grand, cependant, de réduire cette notion aux modalités de l'action collective, car tous les membres d'une génération ne sont pas nécessairement des militants. Tous les boomers ne sont pas des « soixante-huitards », tous ceux qui ont vu François Mitterrand remonter la rue Soufflot en mai 1981 vers le Panthéon ne sont pas nécessairement de gauche. L'idée de génération politique a souvent fait l'objet d'une définition élitiste, à l'image des générations intellectuelles repérées par les historiens²³, qui vient célébrer l'effervescence militante, les soirées électorales et une forme de nostalgie pour les grands moments de liesse et les réunions enfumés des amphes de 68, qui reste un étalon générationnel²⁴ en comparaison duquel on s'est plu à juger en France de la portée des différents mouvements sociaux comme celui des Gilets jaunes. Ce dernier a mis dans l'embarras les partis de la gauche radicale qui éprouvaient des difficultés à en déchiffrer le sens politique et à savoir s'il pouvait vraiment leur être utile dans la conquête du pouvoir. Donc, au sein même du milieu politique, l'idée de génération politique peut prêter à débat sinon à l'instrumentalisation la plus cynique. Mais au-delà de la construction théorique, empirique ou

23. Jean-François Sirinelli, *Génération sans pareille : les baby-boomers de 1945 à nos jours*, Paris, Tallandier, 2015.

24. Magali Boumaza, « Les générations politiques au prisme de la comparaison : quelques propositions théoriques et méthodologiques », *Revue internationale de politique comparée*, 16 (2), 2009, p. 189-203.

stratégique de ce concept, il reste qu'une génération doit être durable et inscrire ses effets sur le long terme. Et c'est là que l'on doit s'intéresser aux effets du vieillissement de ses membres qui vont connaître des histoires de vie disparates et des parcours divergents. Ces ensembles humains ne bénéficiant pas de l'inertie des couches géologiques, quels sont les effets politiques de leur mobilité sociale ascendante ou descendante, de leur patrimonialisation, de leur politisation et de leur réaction à l'offre électorale mais aussi de leur évolution culturelle ? La stratification générationnelle est-elle décisive ?

Pour répondre à ces questions, on a identifié au sein de l'Enquête postélectorale du CEVIPOF de 2002 les membres de la génération des boomers, qui avaient alors entre 38 et 57 ans, et ceux de la génération X, qui avaient alors entre 23 et 37 ans. On a ensuite comparé à vingt ans de distance non seulement le positionnement sur l'échelle gauche-droite mais également le vote au premier tour de l'élection présidentielle et le niveau de libéralisme économique comme de libéralisme culturel. Si les générations sont des construits stables autour d'un contexte particulier ou d'événements marquants, les orientations politiques comme les valeurs devraient rester similaires dans le temps. Or, c'est loin d'être le cas. Les boomers qui se positionnaient globalement à gauche à hauteur de 42 % en 2002 ne sont plus que 28 % à le faire en 2022. Cette rétraction touche la génération X de la même manière mais de façon plus atténuée. En revanche, ces deux générations ont connu un même phénomène de droitisation au profit de la droite radicale, observable aussi bien dans leur positionnement politique que dans leur choix

électoral au premier tour de l'élection présidentielle. Si le niveau de vote pour la gauche radicale est similaire, celui du vote pour la gauche socialiste-écologiste a fondu au profit du centre et du macronisme, comme fond également le vote en faveur de la droite modérée, alors que le niveau du vote pour la droite radicale augmente sensiblement et fait plus que doubler au sein de la génération X. On remarque aussi que le vieillissement fait diminuer l'abstention – même si sa mesure reste toujours sous-estimée dans les enquêtes électorales –, sans doute parce que l'on a plus à perdre ou davantage de ressentiment à exprimer. Quant aux valeurs, le niveau de libéralisme économique reste globalement stable mais le niveau de libéralisme culturel a considérablement baissé dans les deux générations²⁵.

L'analyse du choix électoral à partir des générations confirme bien en 2022 l'existence d'une fracture générationnelle qui s'alimente des différences sociales importantes. Néanmoins, l'appartenance à une génération a bien moins d'importance sur le choix électoral, et notamment celui en faveur de la droite radicale, que le niveau de libéralisme culturel. Et ce dernier n'est pas stable. S'il a pu augmenter sur le terrain des pratiques sexuelles ou de la procréation, il a baissé dans le domaine de l'immigration, de la politique pénale et du rapport à l'autorité politique. La comparaison à vingt ans de distance des représentations et des choix politiques des boomers comme de la génération X montre que le temps a produit des modifications substantielles

25. Phénomène corroboré par l'analyse comparative qui montre un alignement des générations sur une demande plus forte d'autorité : Gilles Ivaldi, « La montée du populisme autoritaire : ce qu'en disent les enquêtes Valeurs », *Futuribles*, 443, 2021, p. 25-38.

Tableau 4 – Les orientations politiques et les valeurs des boomers et de la génération X entre 2002 et 2022 (%)

	Boomers		Génération X	
	2002	2022	2002	2022
Échelle gauche-droite				
Extrême gauche	3	9	5	12
Gauche	39	19	32	19
Centre	24	19	25	21
Droite	25	26	24	21
Extrême droite	6	24	6	20
Vote au 1^{er} tour de la présidentielle				
Gauche radicale	21	19	24	26
Gauche socialiste-écologiste	29	6	32	8
Centre	11	35	12	25
Droite	19	10	16	7
Droite radicale	20	30	16	34
Abstention	16	5	22	6
Valeurs				
Libéralisme économique	48	47	45	39
Libéralisme culturel	36	25	50	31

Source : CEVIPOF, CIDSP et CECOP, Panel électoral français, juin 2002 ; CEVIPOF, Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde* et Ipsos, Enquête électorale française, vague 10, 2022.

dans les orientations et les choix politiques. On ne reste pas éternellement « jeune » et les observations faites à un moment donné ne préjugent pas de celles que l'on peut faire deux décennies plus tard. La génération des boomers, considérés généralement comme des bobos ayant bien profité de la vie (« OK boomer ! »), ce qui témoigne au passage d'un mépris assez grand pour les conditions sociales réelles des uns et des autres au profit de données économiques globales qui n'ont pas d'effet électoral direct, a progressivement laissé tomber la gauche qui est passée en vingt ans de 50 % de leurs suffrages à 25 %. Rien ne permet donc de penser que les générations Y ou Z, qui sont pour l'instant marquées par l'abstention et le vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon, n'en viendront pas un jour plus ou moins lointain à préférer la droite et même la droite radicale.